

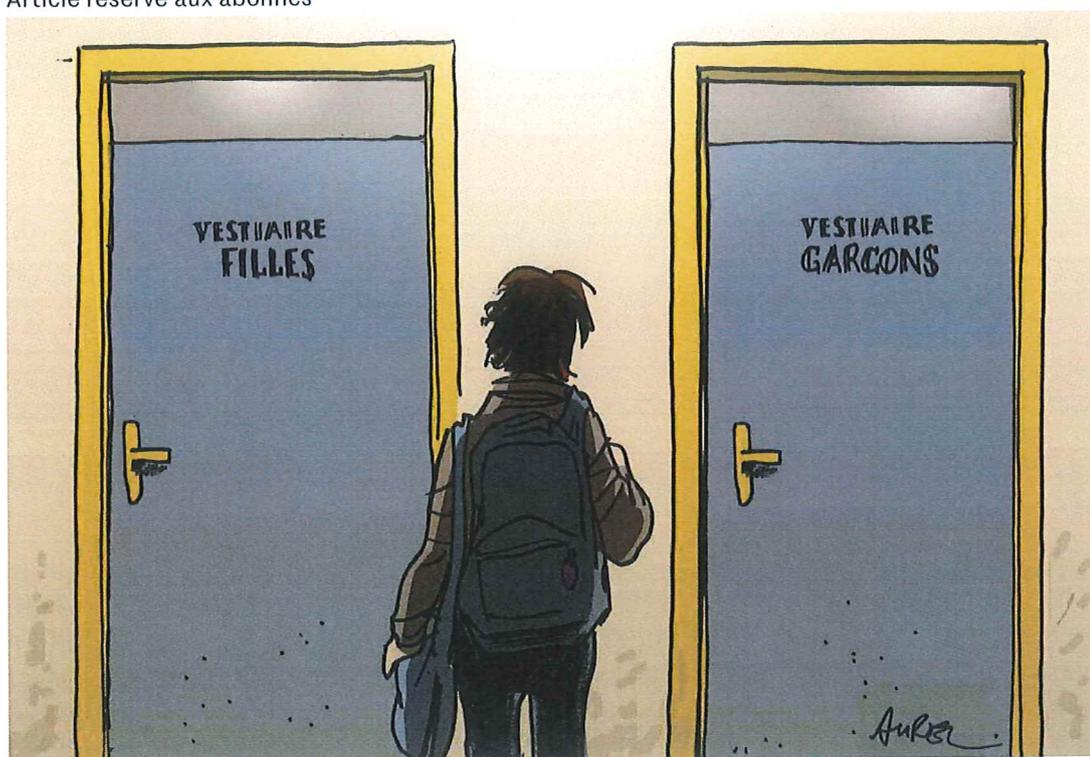
## Interpellée pour une meilleure prise en compte des enfants transgenres, l'école tâtonne

Confronté aux interrogations des équipes éducatives, le ministère de l'éducation nationale a lancé un groupe de travail pour tenter de définir des lignes directrices sur les questions relevant de la transidentité.

Par Mattea Battaglia et Solène Cordier

Publié aujourd'hui à 02h06, mis à jour à 15h28 • Lecture 11 min.

Article réservé aux abonnés



AUREL

Des enseignants aux conseillers principaux d'éducation (CPE), des infirmières scolaires aux assistants sociaux, le constat est partagé : depuis quelques années, dans les lycées mais aussi, désormais, dans des collèges, la transidentité est devenue un « sujet ». Des élèves qui ne se sentent pas « bien dans leur genre », pas « raccord avec leur sexe » ou « ni vraiment fille ni vraiment garçon », et qui interpellent l'institution scolaire en ce sens, ne sont plus une « exception », entend-on résonner d'un établissement à l'autre.

Ces questionnements d'élèves, l'éducation nationale en a pris acte : « On perçoit, empiriquement, que la tendance est à la hausse, sans pouvoir la réduire à un chiffre », reconnaît-on Rue de Grenelle.

Une professeure confie, au détour d'une conversation, que deux de ses élèves de terminale sont venues la voir, à quelques semaines d'intervalle, pour lui demander de les nommer avec un prénom différent du leur – et de leur genre. Une « première en trente ans de carrière », souffle-t-elle, et qui n'a posé de problème « ni à la classe ni au reste du lycée ».

Ce sont des jeunes gens qui, par milliers, s'affichent sur les réseaux sociaux sous les hashtags #nonbinaire. C'est l'écho rencontré – y compris auprès des plus jeunes – par le film documentaire

*Petite fille*, réalisé par Sébastien Lifshitz et diffusé fin 2020 sur Arte. Mais c'est aussi la vive émotion soulevée, en décembre 2020 à Lille, par le suicide d'une adolescente transgenre, Fouad, 17 ans, quelques jours après un différend avec des personnels de son lycée, et dont les camarades ont interpellé l'institution : « *On n'accuse pas, on veut juste que les choses changent !* »

## Définir des réponses-types

La multiplication de ces signaux a conduit l'éducation nationale, réputée plutôt frileuse à s'emparer de la problématique, surtout depuis que la polémique sur la prétendue « théorie du genre » a déferlé sur l'école, en 2013-2014, à réunir le 20 janvier, au ministère de l'éducation, un groupe de travail spécifiquement dédié à la transidentité.

En son sein, une poignée d'associations, et des représentants de cette « maison » dont Edouard Geffray, le directeur général de l'enseignement scolaire. L'objectif : définir les réponses-types à apporter chaque fois qu'une question relevant de la transidentité est posée par un élève dans son établissement.

**Lire aussi** | « **La transidentité ne se choisit pas, elle se subit** »

Ce sont un peu toujours les mêmes qui reviennent : que répondre à l'élève qui demande un changement de prénom d'usage ? Faut-il adapter le fonctionnement des vestiaires de sport, des toilettes, et même des internats et des voyages scolaires, où les chambrées sont « genrées » ? Où mettre la limite en termes d'habillement, de maquillage, de coiffure ? Et, plus généralement, comment protéger le jeune transgenre, de manière plus ou moins assumée ?

Cette réunion de travail, de l'avis des participants, est une « *amorce* » : « *Nous commençons les travaux pour rédiger des lignes directrices* », explique Edouard Geffray, promettant un « *cadrage précis* » au printemps. Elle avait été précédée, en 2019, d'un vaste plan de formation auquel la crise sanitaire due au Covid-19 a mis un coup d'arrêt, mais qui doit être relancé en 2021.

## Inégalités de traitement

Formation et « *cadrage clair* » : c'est bien ce que réclament les personnels d'éducation. « *On ne peut pas en rester à des réactions improvisées qui relèvent de la sensibilité de chacun*, explique Yann Chandivert, secrétaire national au syndicat SE-UNSA, *sauf à accepter que tel établissement botte en touche quand tel autre décide de s'emparer du sujet. Aujourd'hui, rapporte ce syndicaliste qui pilote un module de formation sur la transidentité, en passe d'être déployé dans plusieurs académies, certains collègues – une frange – se sont autoformés, quand d'autres ne savent même pas de quoi on parle. Ou ne veulent pas en parler.* »

Hélène (elle a requis l'anonymat), infirmière scolaire dans le sud de la France, témoigne elle aussi d'inégalités de traitement : « *L'éducation nationale est le reflet de la population*, dit-elle, *avec des membres en son sein qui se montrent ouverts, tolérants, parfois militants ; et d'autres qui ne veulent pas avoir à gérer ces situations.* » Ou qui estiment que le questionnement de genre est une « *étape* » de l'adolescence, et qu'il n'y a pas lieu d'adapter les gestes professionnels. Dans son établissement d'affectation, raconte l'infirmière, « *une* » élève est en train de devenir « *un* ». « *C'est bien accepté par sa famille, mais moins au lycée.* »

« *Les personnes trans sont très vulnérables quand elles ne sont pas soutenues par leurs parents*, constate Constance, une jeune militante trans. *En général, ça se passe beaucoup plus mal, avec beaucoup plus de risques d'isolement, tandis qu'à l'inverse si on a le soutien des parents on va avoir un rapport de force plus sain avec les écoles et le reste de la famille.* »

L'acceptation des parents est un « *point primordial* », reconnaît-on dans les cercles d'enseignants ; ce sont eux les « *premiers éducateurs* » ; eux qui ont le dernier mot pour leur enfant, quand il est mineur. Le cadrage en cours d'élaboration, à destination des professeurs, est aussi conçu pour éviter aux établissements d'être pris dans des « *injonctions contradictoires* », soulignent les syndicats.

Car, qu'ils le veuillent ou non, le phénomène vient bousculer les enseignants. Parfois plus tôt qu'on ne le pense : récemment, les histoires de deux jeunes enfants ont mis un coup de projecteur sur les questionnements d'identité de genre dès l'élémentaire.

Ainsi, dans le documentaire *Petite fille* de Sébastien Lifshitz, on découvrait Sasha, 7 ans, née dans un corps de garçon mais se sentant fille depuis toujours, et son combat ainsi que celui de sa famille pour faire accepter sa différence à l'école.

Quelques mois plus tôt, l'histoire d'une autre enfant, Lilie, 8 ans, était largement médiatisée après la décision de l'académie d'Aix-Marseille d'accéder à sa demande d'être appelé par son prénom d'usage, féminin, contrairement à son état civil. Deux exemples d'enfants souffrant de « *dysphorie de genre* », une classification psychiatrique supposant de ne pas se reconnaître dans son sexe et d'en souffrir.

## Maitresse « angoissée d'être confrontée à ça »

Ces situations font écho à celle rencontrée par Valérie, 41 ans. Cette mère de trois enfants a découvert la transidentité il y a quatre ans, confrontée aux refus répétés de sa fille Manon, âgée de 10 ans, de se déterminer dans un genre ou un autre. « *Depuis qu'elle est petite, elle rejette tout ce qui est identifié comme du côté des filles : les élastiques pour les cheveux, le rose, les jupes... Dès qu'elle joue, il faut qu'elle soit un personnage de garçon* », raconte Valérie, autrice du blog « *Ma fille veut être un garçon* », où elle raconte son quotidien. « *On n'y prêtait pas tellement attention, puis petit à petit il y a eu d'autres choses ; en regardant mon corps, elle me disait qu'elle ne voulait pas devenir comme ça plus tard, qu'elle ne voudrait pas de seins, pas de bébé dans son ventre...* », énumère Valérie.

D'autres désirs sont apparus au fil des années, comme celui de ne s'habiller qu'avec un vestiaire masculin, le choix de couper ses cheveux à la garçonne. « *Les premières années, j'étais assez perdue face à tout cela. Avec mon mari, on s'est rendus dans une consultation spécialisée à Paris, d'abord tous les deux puis avec Manon.* » Les parents ont été rassurés par l'absence de souffrance exprimée par leur fille et par les entretiens avec le corps médical : « *On nous a expliqué que certains enfants, comme Manon, ne se pliaient pas aux codes du masculin et du féminin, de ne pas nous inquiéter, de l'accompagner et de revenir si des difficultés apparaissaient à l'adolescence.* »

A l'école, la situation ne pose pour l'instant pas de problème. « *Quand on est allés consulter, il y a trois ans, elle l'a dit en pleine classe, et du coup la maitresse était assez angoissée d'être confrontée à ça. Elle m'a attendue devant le portail, on en a parlé cinq minutes et ça a suffi* », raconte Valérie. Depuis, les autres parents et l'équipe se sont habitués à « *son look de garçon* », et à 10 ans, Manon est « *hyper cool, hyper assumée* », sourit sa mère.

## Consultations spécialisées

Certaines situations peuvent être bien plus douloureuses, comme l'explique le docteur Agnès Condat, pédopsychiatre à la Pitié-Salpêtrière. En 2013, elle a créé l'une des trois premières consultations spécialisées dans l'accueil des enfants et adolescents en difficulté avec leur identité de genre. Cent cinquante mineurs sont suivis en file active. « *Quand ils arrivent à la consultation, 30 % à 40 % des enfants sont déscolarisés, 60 % font état de difficultés comme le harcèlement scolaire* », indique la médecin. Elle reçoit, avec leurs parents, des enfants dès l'âge de 3 ans, mais surtout des adolescents.

**« Quand ils arrivent à la consultation, 30 % à 40 % des enfants sont déscolarisés », explique le docteur Agnès Condat**

Il lui arrive fréquemment d'intervenir dans les établissements scolaires à la demande des patients et de leurs parents. Un « *accompagnement au cas par cas, en fonction de l'élève et de l'école* » et qui, « *globalement* », se passe bien. « *Ce qui parfois fait problème dans les écoles, c'est la difficulté à se*

*représenter ce qu'est un ado transgenre et de penser la place de cet enfant dans l'école. Nous, on aide les enfants et leurs familles à avoir ce dialogue, l'idée étant de pouvoir, dans chaque école, trouver le meilleur modus vivendi, la meilleure façon pour que ces enfants puissent continuer de se développer », explique la pédopsychiatre.*

Les conseillers principaux d'éducation parlent, eux aussi, de « modus vivendi », sans occulter qu'il n'est pas toujours simple à trouver. « *Les demandes de changement de prénom d'usage peuvent sembler anecdotiques à certains, y compris au sein du monde enseignant, mais c'est un moment crucial pour un adolescent, raconte Olivier Lelarge, CPE syndiqué au SNES-FSU, en poste depuis dix ans dans un lycée professionnel à Montargis (Loiret). Tant que les jeunes trans n'ont pas accès à un changement d'état civil – et c'est impossible à 15 ou 16 ans –, ils vivent au quotidien un tiraillement extrêmement violent entre ce qu'ils sont, ce qu'ils deviennent, et ce qu'ils étaient lors de leur inscription à l'école, explique ce professionnel, membre du collectif contre les LGBTIphobies en milieu scolaire. Prendre en compte leur demande est un vrai geste d'apaisement.* »

### **Lire aussi | [Isolés à l'école, les jeunes trans trouvent information et soutien sur Internet](#)**

Mais tous ne le font pas : « *Il y a deux ans, poursuit ce CPE, une collègue, professeure principale, avait commencé à nommer et à genrer différemment une élève, à sa demande, une collégienne, en classe de 3<sup>e</sup>. Cette enseignante, que nous avons accompagnée syndicalement, a été convoquée par son chef d'établissement. "Si vous continuez à agir ainsi, ce sera considéré comme une faute professionnelle", s'est-elle entendue dire. Le chef d'établissement lui-même avait reçu ce message du service juridique du rectorat. La collègue a choisi de continuer à accompagner l'élève du mieux qu'elle le pouvait, tout en tentant de se protéger.* »

### **« Peur de parler »**

Dans les parcours transidentitaires, il y a des moments-clés, comme le *coming out*. Amé avait 17 ans et se trouvait en classe de 1<sup>re</sup> quand il a décidé d'annoncer qu'il était transgenre à ses professeurs, après une année de cheminement marquée par « *beaucoup de pleurs, de colère* », se souvient sa mère, Elisabeth Bligny, qui a raconté son histoire dans un livre, *Mon ado change de genre* (La Boîte à Pandore, 2020).

C'est par le biais de sa déléguée de classe qu'il a choisi de présenter sa nouvelle identité à ses professeurs. « *Lors du conseil de classe du premier trimestre, elle a fait part de son souhait d'être désormais appelé Amé et de le genrer au masculin* », raconte Elisabeth Bligny. « *Globalement ça a été plutôt bien accueilli par les profs, et toléré par le proviseur, qui voulait surtout que ça ne fasse pas de vague* », explique-t-elle.

En revanche, l'année suivante, quand avec d'autres élèves ils ont voulu monter une « *cellule d'écoute* » dans une salle pour recevoir des personnes transgenres, le proviseur a refusé, indiquant qu'il « *ne voulait pas tomber dans le prosélytisme* ». « *Il leur a dit qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'ils se retrouvent dans la cour, mais qu'il ne voulait pas de salle dédiée pour ça* », détaille M<sup>me</sup> Bligny.

### **Lire aussi | [Trans, surmonter les obstacles pour vivre](#)**

Ça, c'est quand la parole se libère et que la transidentité est assumée. D'autres jeunes cachent leur situation, de peur d'être moqués ou discriminés par les adultes – souvent plus que par leurs pairs. Sam, étudiant en prépa aux écoles d'art à Paris, aujourd'hui âgé de 18 ans, a préféré s'abstenir. « *J'avais peur de parler de cela au lycée et je me suis confié seulement à quelques camarades de classe, qui m'ont offert leur soutien*, explique le jeune homme transgenre. *Je ne voulais pas causer des problèmes donc je n'ai parlé de mes ressentis à personne parmi les membres de l'établissement.* »

### **Echanges avec la classe**

« *Ces jeunes qu'on n'entend pas, et qui restent dans l'ombre, ça doit nous interpeller*, souligne Olivier Raluy, CPE dans un collège de Clermont-Ferrand. *Nous avons notre rôle à jouer dans la prise de*

*parole* », soutient cet autre syndiqué au SNES-FSU. Il se souvient de cet élève « *totalemment silencieux* » en internat. « *Physiquement, extérieurement, rien ne transparaissait, son questionnement de genre était très intériorisé.* » Mais il était source de souffrance.

L'« *alerte* » a été donnée par un camarade de chambrée : « *Il nous a parlé de scarifications, il nous a dit que le jeune se mutilait* », poursuit Olivier Raluy. Après quoi, très vite, le CPE, l'infirmière scolaire, l'assistante sociale et le professeur principal se sont réunis pour définir, en équipe, la « *meilleure approche* ». « *L'infirmière l'a vu très régulièrement ; elle l'a d'abord convaincu de la nécessité d'une prise en charge psychologique. Il a fallu un mois à cet élève pour qu'il ose dire : "Je me sens plus fille que garçon".* »

**« La transphobie en milieu scolaire n'émane pas des pairs mais des directions d'établissements ou des enseignants », relève Lucile Jomat, vice-présidente de SOS Homophobie**

Etape suivante : la rencontre avec la famille. Souvent, celle-ci « *voit sans voir* », estime Olivier Raluy. Le travail de sensibilisation se fait aussi avec le groupe. « *Je n'hésite pas à organiser un temps d'échange avec la classe, poursuit le CPE. Je leur explique, comme on le répétait il y a quelques années sur l'homosexualité, que la transidentité ne relève pas d'un choix. J'interroge avec eux ce qu'est une norme. On avance comme ça, en impliquant tous les jeunes.* »

Bien souvent, les autres élèves se montrent ouverts sur le sujet, estiment la plupart des observateurs. « *A la différence de l'homophobie, la transphobie en milieu scolaire n'émane pas des pairs mais des directions d'établissements ou des enseignants* », relève Lucile Jomat, vice-présidente de SOS Homophobie. Un constat qui plaide en faveur d'une formation de tous les acteurs de l'éducation.